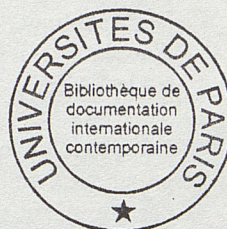


bulletin hebdo



L'AFFAIRE DU FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

Managua, 7 janvier (ANN). Dans son éditorial du 7 janvier, le quotidien *Barricada*, organe officiel du FSLN, accuse le journal de droite *La Prensa* d'engager une sale guerre contre des dirigeants sandinistes ayant des responsabilités gouvernementales.

Selon *Barricada*, *La Prensa* a publié le 5 janvier "une information de sources non professionnelles, parue dans un quotidien allemand, pour qu'elle rebondisse dans notre pays".

La reproduction par *La Prensa* d'un article du "Frankfurter Allgemeine Zeitung" (FAZ) dénonçant la corruption de membres de la direction nationale sandiniste, en citant de soi-disant sources des services secrets ouest-allemands relève de la "sale guerre, de la guerre psychologique".

Comme le signale *Barricada*, cette technique "consiste à filtrer des informations 'crédibles', à les faire divulguer par des porte-paroles 'respectables', qui acceptent de jouer le jeu et reproduisent des informations de sources obscures et imprécises pour propager des calomnies, des demi-vérités ou de purs mensonges". C'est cette technique qui a été utilisée par le FAZ.

Selon l'organe officiel du FSLN, "ce n'est pas par hasard que cette campagne recommence alors que le processus électoral le plus transparent et le plus propre de toute l'Amérique latine entre dans sa dernière phase et que la droite sait qu'elle a définitivement perdu. Ce n'est pas la première fois que la Maison Blanche a recours à ce genre de méthode pour entamer le prestige et la crédibilité internationale dont jouissent les responsables sandinistes. Elle cherche à assimiler les sandinistes aux dirigeants les plus corrompus, du genre Ronald Reagan, mêlé au trafic international de la drogue, impliqué dans le blanchissement de fonds pour pouvoir approvisionner en armes les contras, qui sont tout aussi corrompus." Après avoir signalé que ce genre de sale guerre "s'ajoute à l'escalade de la contre-terreur et l'assassinat de dirigeants et militants du Front", *Barricada* ajoute que "c'est une nouvelle forme de terrorisme électoral contre l'engagement pris par toutes les forces politiques pour préserver une éthique électorale".

En conclusion, *Barricada* lance un appel à la communauté nationale pour "repousser cette grave provocation destinée à rompre le consensus établi entre tous les partis pour que les élections soient menées à bien dans un climat de

respect et de sérieux". Le quotidien en appelle aussi aux observateurs électoraux de l'OEA et de l'ONU afin qu'ils prennent connaissance de ce fait.

SOMMAIRE

Gestion ouvrière dans l'agro-exportation

L'aide des Etats-Unis à la CIAV: un geste insuffisant

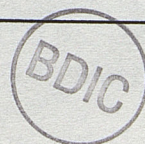
Bilan militaire de l'année 89

La narcopolitique

Panama: Des motifs de l'invasion moins connus

Les indigènes en Amérique centrale: Honduras: la manipulation de la question ethnique

40 P 11481



LE NICARAGUA ENTREPREND UNE ACTION JUDICIAIRE

Le lendemain, le gouvernement nicaraguayen a annoncé qu'il allait faire les démarches pour déposer une plainte contre les organes de la presse internationale qui ont fait circuler ces fausses informations.

Au cours d'une rencontre avec les habitants des quartiers populaires près du lac de Managua, le vice-président de la République, Sergio Ramirez, a déclaré qu'un groupe d'avocats avait été contacté pour intenter un procès contre le FAZ.

Ce quotidien conservateur ouest-allemand a accusé le président Daniel Ortega et d'autres ministres d'investir à l'étranger, de s'enrichir de façon illicite et d'avoir des comptes en dollars dans des banques étrangères.

Faisant référence à la presse locale, et spécialement au quotidien d'opposition *La Prensa* qui a repris l'information du FAZ, S. Ramirez a déclaré: "C'est un comble! Avec cynisme et sans la moindre honte pour leur passé, ils impriment des calomnies contre un homme comme Daniel Ortega qui a passé sept ans dans les prisons somozistes, a souffert de toutes sortes de privations, a fait des grèves de la faim...".

"Nous allons leur répondre par l'intermédiaire des tribunaux" a précisé le vice-président en insistant sur la décision gouvernementale de poursuivre le cas jusqu'au bout.

REACTION DE BONN

Pour le gouvernement ouest-allemand, le FAZ a pris ses sources aux Etats-Unis. Un communiqué de presse de l'ambassade de RFA dit textuellement: "En ce qui concerne l'article publié par le FAZ, qui attaque des membres du gouvernement nicaraguayen, des sources gouvernementales ouest-allemandes indiquent que le gouvernement de Bonn n'avait aucune information à ce sujet. Mais on sait que de telles informations viennent, depuis déjà quelques temps, des Etats-Unis. L'article publié par le FAZ s'est certainement inspiré de ces informations.

GESTION OUVRIERE DANS L'AGRO-EXPORTATION

Par Sergio Ferrari

Estelí, décembre (ANN). Les rapports concernant la situation des principaux produits d'exportation se succédaient. Les points communs étaient: La meilleure qualité des produits, la rentabilité des exportations (qui, cette année, atteignent presque 300 millions de dollars, par rapport à 230 millions de dollars l'année passée) et les perspectives prometteuses, malgré la chute des prix in-

ternationaux de beaucoup de produits.

C'est sous une tonnelle improvisée - qui n'avait rien à voir avec une salle de réunion d'un ministère d'économie - dans l'entreprise de tabac "Oscar Turcios", qu'à eu lieu fin décembre une réunion de bilan de fin d'année assez positive avec les membres de l'Association des Travailleurs de la Campagne (ATC) qui cultivent le café, le tabac, le coton et le sucre.

L'amélioration de la qualité des produits d'exportation jusqu'à un taux de 70 % pour le tabac (par rapport à un taux de seulement 25 % il y a quatre ans), les progrès des investissements auto-financés par la Corporation du Tabac et la possibilité de conquérir de nouveaux marchés (avec l'éventualité de percevoir presque 5 millions de dollars pour les prochaines années) ont été les principaux points du rapport concernant le tabac. Cette année, les travailleurs ont pu doubler leur salaire et améliorer leurs conditions de vie. La situation du sucre est également très positive, d'après ce qu'ont expliqué les travailleurs de cette branche. La production a doublé, on a renouvelé plus de 40 % des plantations de canne - alors que dans les "meilleures" périodes des plantations sous le somozisme, le pourcentage de plantes renouées n'atteignait que 20 % par an et il est prévu que dans trois ans la récolte atteindra 390'000 tonnes encore. Tous ces éléments contribuent à contrecarrer les effets nocifs de la chute du prix international du sucre. A cela s'ajoute l'économie de 3.-- dollars par quintal de production grâce à une meilleure distribution des dépenses, à une meilleure gestion ouvrière.

La branche du "coton et oléagineux" a aussi de bons résultats: l'objectif de semer 3.525 hectares a été largement dépassé et on a obtenu des progrès considérables dans la production de sésame, de soja et de cacahouètes - ces dernières donnent un profit net de 31 dollars par quintal. La nouvelle machine pour industrialiser les cacahouètes qui vient d'être installée à Chinandega avec un coût de 2 millions de dollars pourra être amortie au bout d'une récolte et non de deux récoltes comme prévu. "Ces machines ont une vie utile de 15 à 20 ans", disait Eberto Reyes, ouvrier du secteur dans le rapport qu'il présentait à l'assemblée de l'ATC; il soulignait que les priorités sont "améliorer la qualité et voter pour le FSLN aux élections".

L'évaluation sur la culture du café a été un peu plus brève. La récolte vient juste de commencer et bien qu'il y ait l'espoir de dépasser les 45.519 tonnes prévues au début de la campagne agricole, à la fin décembre le volume récolté n'atteignait que 21 % du total, parce que le café murissait très lentement. Le grand défi du café se jouera au cours des prochaines semaines, au moment le plus intense de la récolte. "Les ouvriers agricoles ont réussi à dépasser les taux de production historiques et sont en voie de récupérer les niveaux de production" indiquait le commandant Victor Tirado, lors de la clôture de

l'assemblée. Il posait ensuite la question suivante: "Y a-t-il une classe ouvrière en Amérique latine qui puisse présenter des rapports aussi sérieux?"

Après l'assemblée, qui avait duré trois heures, on aboutissait à trois conclusions qui sont le dénominateur commun de tous les délégués ouvriers des syndicats de l'ATC. Bien que les mesures économiques prises au début de l'année 1989 aient été un coup dur au départ, elles ont permis d'ordonner la production d'agro-exportation et d'établir, dans la plupart des secteurs productifs du pays, une frontière stricte entre la fiction (les subsides et le paternalisme) et la réalité économique. En deuxième lieu, la participation ouvrière syndicale à la gestion et à la direction économique de chaque unité de production a fait un saut qualitatif l'année dernière. La plupart des syndicats et des entreprises d'agro-exportation ont défini ensemble la logique économique pour chaque entreprise, en fixant également les priorités, les objectifs communs. Et presque en même temps, les ouvriers agricoles ont commencé à percevoir des avantages au niveau de leur salaire et dans leurs conditions de vie (alimentation, approvisionnement, etc.)

Enfin, une constatation importante pour la dynamique de la transformation sociale du pays est le lien qu'établissent la plupart des ouvriers agricoles entre, d'une part la nouvelle réalité de leur participation et la rationalité économique et, d'autre part, le processus politique global du Nicaragua d'aujourd'hui. Ce n'est pas un hasard si les travailleurs du tabac, qui sont parvenus à consolider une des exportations les plus importantes, travaillent maintenant pendant une moyenne de 8 heures par jour, alors qu'il y a quatre ans, ils ne travaillaient que 4 heures.

L'AIDE DES ETATS-UNIS A LA CIAV: UN GESTE INSUFFISANT

Managua, 9 janvier (ANN). **Insuffisante, contradictoire et ambigu: c'est ainsi qu'a été qualifiée par les milieux officiels nicaraguayens la décision annoncée par Washington d'octroyer trois millions de dollars à la Commission Internationale d'Appui et de Vérification (CIAV) chargée de démobiliser la contra.**

Malgré l'existence d'un accord entre les présidents centraméricains pour démanteler les forces mercenaires, le gouvernement et le congrès des Etats-Unis leur ont attribué une nouvelle aide "humanitaire" de 67 millions de dollars, qui représentent en fait un appui logistique permettant de les maintenir en vie.

A Tela en août dernier, les chefs d'état de la région avaient fixé la date limite du 5 décembre pour le démantèlement de la contra afin de permettre le déroulement normal du processus électoral. Mais cet accord n'a pas été

respecté par le Honduras et surtout par la Maison Blanche qui, en offrant une aide aux mercenaires, a conforté leur résistance à la démobilisation.

Lors du dernier sommet au Costa Rica en décembre, les présidents ont repoussé le délai sans préciser de date et ont demandé à Washington d'attribuer l'aide accordée aux contras à la CIAV, organisme formé de représentants de l'ONU et de l'OEA.

Mais, selon le journal du FSLN *Barricada*, "en accordant à peine 3 des 67 millions, non seulement les Etats-Unis sont loin de respecter l'accord mais en plus, ils font la preuve qu'ils s'en moquent".

Il est vrai qu'en attribuant une aide, même insuffisante, à la CIAV, la Maison Blanche reconnaît implicitement le rôle de cette dernière et envoie un message décourageant aux mercenaires. Mais ce changement apparent de la politique étatsunienne traditionnellement agressive à l'égard du Nicaragua est ambigu et contradictoire, puisque les contras continuent leurs actions terroristes contre le processus électoral avec la bénédiction des Etats-Unis.

Barricada estime que le seul élément concret est la volonté de Washington de maintenir par cette aide la capacité militaire des mercenaires après les élections, en violation flagrante des accords de paix. S'il y avait eu un véritable changement de politique, le gouvernement de Bush devrait manifester clairement son soutien à la démobilisation, tout d'abord en attribuant à la CIAV la totalité des fonds destinés à la contra et ensuite en permettant que la commission inspecte et contrôle les campements de la contra au Honduras. Sans cela, il est difficile d'accorder une crédibilité quelconque aux intentions d'un gouvernement qui, à contre-courant de la détente mondiale, vient d'intervenir brutalement au Panama.

Si plusieurs dirigeants sandinistes ont estimé insuffisante la somme de trois millions de dollars, des sources du ministère des relations extérieures ont considéré qu'il s'agissait là "d'un pas dans la bonne direction". Cependant, l'Amérique centrale attend des Etats-Unis des gestes concrets en accord avec les décisions des présidents de la région en faveur de la paix.

BILAN MILITAIRE DE L'ANNEE 89

Managua, 6 janvier (ANN). **Le ministre de la défense Humberto Ortega a fait, au cours d'une conférence de presse, un bilan des activités militaires de la contra en 1989.**

Au cours de l'année passée, les mercenaires ont effectué 49 attaques contre des objectifs non militaires; le nombre des victimes civiles s'élève à 572 (morts et blessés) et on a enregistré 700 enlèvements. Il y a eu 1 615 affronte-

ments qui ont causé 1 529 pertes à la contra, tandis que l'armée nicaraguayenne n'en a eu que 314.

Le ministre a également signalé que les Etats-Unis ont effectué 187 vols d'espionnage stratégique et d'exploration photographique. 180 vols d'exploration opérationnelle et tactique ont eu lieu dans la frange frontalière entre le Nicaragua et le Honduras. On a enregistré, rien que pour les vols venant du Honduras, plus de 1 344 violations de l'espace aérien nicaraguayen.

H. Ortega a en outre révélé que 4 400 contre-révolutionnaires se sont infiltrés au Nicaragua par la frontière hondurienne et 350 ont pénétrés par le Costa Rica.

Le ministre estime que l'augmentation de l'activité militaire de la contra ces derniers mois vise à empêcher le bon déroulement des élections et à trouver des prétextes pour affirmer qu'elles sont frauduleuses. Il s'agit également "d'intimider, d'enlever, d'attaquer et d'assassiner les militants du FSLN engagés dans la campagne électorale". A ce propos, H. Ortega a rappelé l'assassinat la semaine dernière de deux religieuses et d'un responsable sandiniste dans le nord du pays.

Pourtant, le projet contre-révolutionnaire porté à bout de bras par les Etats-Unis a échoué pendant les années 80. Le ministre en a fourni pour preuve le fait que les contras fuient les affrontements avec l'armée et attaquent des objectifs civils et économiques, "bien que la CIA ait renforcé leur entraînement".

A propos de l'état d'alerte maximum qui a été déclenché au début de l'invasion au Panama, H. Ortega a estimé qu'il s'agissait d'une décision "logique, correcte et juste (...) tant que l'armée étatsunienne sera au Panama, nous serons prêts à toute éventualité".

NARCOPOLITIQUE

Par Digna Paz

Managua, 15 janvier (ANN). Avec l'intervention du Panama, les Etats-Unis ont trouvé dans la lutte contre le trafic de drogue un nouveau prétexte pour envahir les pays dont les gouvernements ne mènent pas une politique à leur goût, selon Danilo Abud, responsable du secteur Amérique latine au ministère nicaraguayen des Relations extérieures. Le fonctionnaire a expliqué à l'ANN que la lutte contre le trafic de drogue vient s'ajouter aux deux justifications classiques de l'intervention: la défense de la vie et des biens des citoyens étatsuniens et la défense de la souveraineté.

Par conséquent, tout pays qui est ou sera accusé de produire de la drogue ou de servir de pont au trafic est sus-

ceptible d'être envahi, ce qui provoque déjà un changement d'attitude envers les Etats-Unis de la part de la Colombie, du Pérou et de la Bolivie, pays qui sont en ce moment sur la sellette.

Cependant, D. Abud a émis des doutes quant à la capacité de ces gouvernements de mettre fin à la production de coca, qui est devenue un moyen de survie pour de très nombreux paysans pauvres, tandis que les Etats-Unis, le plus grand client du monde, ne fait rien pour en arrêter la consommation. "Le problème est global et continuera à se poser s'il n'y a pas une volonté réelle de le combattre. Tant que le marché existe, il y aura production et trafic" a expliqué D. Abud. Celui-ci a également signalé que cette situation est intimement liée au rapport des forces au sein du gouvernement étatsunien, dans lequel la mafia des narcotraficants est présente. "Quand il y a contradiction entre les différents intérêts en jeu, la crise se propage à toutes les ramifications tentaculaires qu'ils ont organisées dans le monde".

Le fonctionnaire a souligné que le thème du trafic de drogue a uni l'Amérique latine devant le danger que représente un tel prétexte quand il est brandi par les Etats-Unis. Avant l'invasion du Panama, le trafic de drogue avait fait l'objet d'un débat au sein de différents forums régionaux, entre autres la réunion du Groupe des Huit et le sommet des présidents centraméricains. Cette question figure à l'ordre du jour du mini-sommet qui devrait se dérouler en février entre la Bolivie, la Colombie, le Pérou et les Etats-Unis. Mais le Pérou a déclaré qu'il n'y assisterait pas tant que les troupes étatsuniennes occuperont le Panama. "Tout comme la dette extérieure, la question du trafic de drogue a soudé l'Amérique latine car ces deux problèmes pèsent sur la situation intérieure de chaque pays et génèrent l'instabilité sociale dans les systèmes politiques. C'est pourquoi les pays latino-américains cherchent la solution efficace: il faut parler avec le grand consommateur, les Etats-Unis". On ne règlera pas le problème par la voie militaire: les Etats-Unis peuvent toujours intervenir dans un pays et en finir momentanément avec la production, elle reprendra, et avec plus de force, tant que la demande existe. "Il faut pour ces pays une solution globale de développement économique et social qui s'ajoute à une réduction drastique, voire une suppression, de la demande, si on veut réellement en finir. On ne peut régler cette situation par la force" a affirmé D. Abud.

PANAMA: DES MOTIFS DE L'INVASION MOINS CONNUS

Entretien avec Xavier Gorostiaga, directeur de CRIES

Par Rodolfo Mendoza

Managua, janvier (ANN). Dans un entretien accordé à l'ANN, le prêtre jésuite Xavier Gorostiaga fait une analyse des motifs de l'invasion des Etats-Unis au Panama. Antérieurement - de 1971 à 1975 ainsi que pour l'élaboration du traité sur le canal - il était conseiller du gouvernement du général Torrijos, et dirige actuellement le Centre Régional d'Investigation Economique et Social (CRIES).

Selon Gorostiaga, ni le général Noriega ni le trafic de drogue est la vraie cause de la crise panaméenne. Elle repose par contre sur trois axes fondamentales: Le traité du canal et sa nouvelle phase de réalisation, le démantèlement progressif des idées de Torrijos, ainsi que l'élimination du rôle du Japon dans le pays. Le traité du canal est entré dans une nouvelle phase. Depuis le premier janvier, la compagnie du canal devrait être administrée par un panaméen et il devrait y avoir plus de panaméens que d'étatsuniens au comité directeur du canal. En intervenant au Panama, les Etats-Unis ont créé les conditions pour continuer la domination du canal à travers d'un gouvernement soumis, comme c'est le cas de Endara. Pour Torrijos, la signature du traité du canal symbolisait le début d'une nouvelle époque d'unité latino-américaine. Et l'Amérique latine a donné un appui, sans lequel le traité n'aurait jamais pu être signé. Il s'agit maintenant de briser cette unité et en même temps le nationalisme du peuple panaméen.

Gorostiaga considère comme troisième cause fondamentale de l'intervention étatsunienne l'aspect économique: Pour le Japon, le Panama était le deuxième pays d'investissement dans le monde et il représentait le point de départ pour entrer dans le marché de l'Amérique latine. Les six banques dominantes au Panama étaient japonaises et 12 milliards de dollars destinés à être investis en Amérique latine étaient enregistrés au pays. Par toute sa politique d'agression et d'isolement, ainsi que par l'invasion, les EEUU ont obligé le Japon à se retirer du Panama, pour ainsi garantir leur contrôle exclusif et hégémonique sur la région.

Services offerts par l'ANN:

- en espagnol: dépêches quotidiennes sur un thème de votre choix: élections, Eglise, exportations, Panama, El Salvador, etc.
- en français et en allemand: 45 numéros du bulletin hebdomadaire
- en français, allemand, espagnol: émissions radiophoniques, interviews sur demande

Les Indigènes en Amérique centrale

SUITE: HONDURAS, LA MANIPULATION DE LA QUESTION ETHNIQUE

Par Allan Fajardo, repris de *Pensamiento Propio*, No 64.

La version officielle de la société hondurienne est celle d'un peuple métisse et de langue espagnole. En réalité, il s'agit d'une population parmi laquelle existent plusieurs ethnies, plusieurs langues et plusieurs cultures. Les Chortis, les Lencas et les Matagalpas, bien qu'ils soient en voie d'acculturation, occupent des positions géographiques stratégiques. C'est le cas également des créoles, des blancs et des mulâtres "Ghairs", des Garifunas, des Miskitos, des Sumos et des Pechs.

La Mosquitia, premier territoire du continent américain découvert par Christophe Colomb, se trouve à l'est du Honduras et représente 27 % du territoire.

L'alliance entre les Misquitos et les anglais qui s'est établie à partir du XVII^e siècle a empêché les espagnols de conquérir cette zone. A une époque avancée de la période mercantiliste, les anglais s'intéressaient aux indigènes en tant que futurs acheteurs de leurs produits manufacturés, fournisseurs de matières premières et de produits de consommation et éventuels alliés politico-militaires dans les caraïbes. C'est pourquoi les britanniques fournirent aux Misquitos des armes à feu et des instruments leur permettant d'exercer une hégémonie sur les ethnies voisines.

Aujourd'hui, les groupes ethniques importants dans la Mosquitia du Honduras sont les Misquitos (80 %), les Sumos, les Pech, les Garifunas (ou noirs), les Carib (ou black caribs) et les Métis.

D'après les statistiques de 1987, ils sont 35.000 sans compter les réfugiés nicaraguayens.

Avant 1979, l'Etat hondurien considérait la Mosquitia comme région stratégique en tant que "réserve de ressources naturelles". La faible densité de population la rendait peu attrayante pour les partis traditionnels. L'armée se limitait alors à garantir que soit appliqué le verdict de la cour internationale de justice de La Haye selon lequel le fleuve Coco - ou Wanki constituait la frontière avec la Mosquitia nicaraguayenne.

Dès cette époque, les structures économiques traditionnelles de la Mosquitia étaient en voie de décomposition. Jusqu'à la fin des années 60, l'économie reposait surtout sur la chasse, la pêche, l'extraction du caoutchouc, la culture du manioc, du riz, et dans une moindre mesure, celle du maïs et du haricot rouge.

La plupart des récoltes étaient consacrées à la consommation locale ou échangées contre des produits manufacturés.

C'est en 1967 que commencèrent à se produire des migrations temporaires de main d'oeuvre de la Mosquitia vers les îles de la Baie pour la pêche à la langouste et à la crevette; puis des pêcheries s'établirent à Gracias à Dios.

Ces modifications économiques et un accès plus facile des jeunes Misquitos à l'éducation supérieure ont contribué à accélérer le processus de décomposition du mode de vie traditionnel. Par l'éducation, l'Etat hondurien prétendait intégrer la Mosquitia à la culture hondurienne. C'est ainsi qu'il essaya de faire table rase de la culture des Misquitos en commençant par la langue, qui fut interdite dans les écoles. Quand la première succursale bancaire fut ouverte dans la région, elle n'accorda aucun prêt pour la pêche et elle obligea les Misquitos à demander des prêts hypothécaires, alors qu'il n'y avait pas de titres de propriété privée sur les terres. L'Etat s'occupait de préserver les forêts, mais il ne protégea pas les bancs de crevettes si riches où les bateaux étrangers, surtout des Etats-Unis et du Japon, pêchaient sans aucun contrôle.

Pour les misquitos, l'existence d'une ligne frontalière ne constitue pas une muraille infranchissable, puisque le fleuve Coco était pour eux la voie de communication par excellence entre les communautés établies sur son cours. Le flux commercial et migratoire prouvait qu'il existait une conscience très claire et spontanée d'appartenance à une même ethnique.

Après 1979, le triomphe sandiniste et le déploiement de la guerre de faible intensité par l'administration Reagan ont provoqué un changement radical dans le rôle de l'Etat hondurien - et surtout de la région de la Mosquitia par rapport à l'Amérique centrale. Cette zone limitrophe entre deux états aux régimes sociaux et politiques similaires devenait soudain une zone frontalière entre deux états antagoniques.

La Mosquitia est alors devenu un champ de manoeuvres pour l'armée des Etats-Unis et celle du Honduras. Les plus importantes se sont déployées sur la plus grande partie du territoire misquito. (La manoeuvre la plus grande a mobilisé 50 000 soldats, chiffre jamais atteint par les Etats-Unis en Amérique).

Les forces de la contra nicaraguayenne agissent aussi en toute liberté dans les camps où l'armée hondurienne constitue leur arrière-garde. Dans le cadre de la conception stratégique de la guerre de faible intensité, les Etats-Unis ont créé les conditions pour manipuler des groupes de cette population indigène et décidé de transférer les indigènes non susceptibles de participer directement à la lutte contre-révolutionnaire dans la zone de refuge de la contra: c'est-à-dire au Honduras. C'est ainsi qu'ont été créés les camps de réfugiés qui devaient permettre de re-

cruter des cadres pour la contra et créer l'image selon laquelle le gouvernement sandiniste commettait un ethnocide.

En 1982, Washington a monté la plus grande opération de soutien intégral à un groupe de population jamais entreprise au Honduras et a investi des millions de dollars pour "fixer" cette population dans la zone de la Mosquitia hondurienne et des dizaines d'organismes humanitaires ont été mobilisés. Ce transfert de population s'est fait avec la complicité totale de l'armée hondurienne et une forte militarisation de la rive hondurienne du Coco. Avec le soutien du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés et de l'organisation protestante Word Relief, les misquitos furent installés dans des camps où commença le recrutement. Les camps proches de la frontière servaient d'arrière-garde. L'ambassade des Etats-Unis jouait bien sûr un rôle très important. Les tentatives du Nicaragua pour contrecarrer la manipulation de la question ethnique en transférant les indigènes nicaraguayens vers la zone de Tasba Pri, Matagalpa et Jinotéga furent alors manipulées par une campagne internationale du département d'état. Par la suite, le Nicaragua a reconnu ses erreurs et a lancé le projet d'autonomie pour la Côte atlantique.

CHANGEMENT DE ROLE

L'Etat hondurien n'a pas modifié sa conception stratégique de la Mosquitia, mais dans la pratique, le rôle de cette région a changé, par décision des Etats-Unis. Le Honduras est toujours l'arrière-garde de la contra, et surtout les indigènes.

Il faut analyser comment les transformations économiques provoquées par les projets en cours (spécialement l'aide de la CEE aux réfugiés nicaraguayens et celle Word Relief Service) et d'autres phénomènes décomposent les relations économiques traditionnelles; comment elles forment ou consolident des secteurs ou des groupes sociaux et comment elles créent une dynamique dans les circuits économiques intra-régionaux et de la région vis-à-vis de l'extérieur qui entraîne une plus grande intégration des indigènes dans l'Etat hondurien, plus ou moins contradictoire d'ailleurs.

Il faut analyser également les conséquences de l'utilisation militaire de la Mosquitia et de la présence des camps de réfugiés sur l'écologie. On ne peut pas non plus ignorer l'influence du processus de métissage en cours. Est-ce que l'expérience des autres Misquitos, du côté nicaraguayen, qui sont incorporés à un projet de développement autonome unique au monde, aura une influence sur les Misquitos du Honduras? Quelles seront les conséquences de l'aide considérable accordée par les Etats-Unis aux réfugiés nicaraguayens comparée au rôle conféré aux ethnies homologues du Honduras dans la guerre de faible intensité? Le gouvernement du Hondu-

ras et son armée ont soutenu les organisations indigènes armées nicaraguayennes: Ils appuient les groupes indigènes contre-révolutionnaires, mais n'ont pas soutenu ceux qui se revendiquaient du mouvement indigéniste, car leur discours risquerait de "contaminer" facilement les indigènes honduriens qui constituent un bouillon de culture favorable à cause de leur situation de marginalisation séculaire. On observe au Honduras des signes de mécontentement croissants, même s'il n'existe pas publiquement d'organisations politiques remettant en cause l'ordre existant. Les groupes politico-militaires constitués au Honduras ne peuvent que donner des ébauches de réponses. Seul le temps répondra aux questions que soulèvent les ajustements actuels de l'histoire.

FLASH ELECTORAL

Managua (ANN). La coalition PSC/PPSC a porté plainte auprès du conseil suprême électoral (CSE) contre l'UNO: cette dernière a distribué des tracts où les socialistes apparaissent comme membres de la coalition de droite.

Le PSC juge qu'il s'agit d'une vengeance politique. Le PRT estime que les Etats-Unis pourraient ne pas reconnaître les résultats des élections, comme au Panama. Pour le parti trotskyste, l'Alliance Démocratique d'Opposition Civique (ADOC) du Panama et l'UNO sont "des organisations jumelles et des agents de l'impérialisme". La candidate de l'UNO à la présidence a fait une chute à son domicile et s'est fracturé le genou. Elle est allée aux Etats-Unis pour subir une opération. Fragilité osseuse, maladie grave? Violetta Barrios semble une candidate de santé problématique.

Le FSLN gagne des voix, l'UNO en perd: ce sont les résultats du dernier sondage de l'Université Centraméricaine. Par rapport au sondage éco de novembre, les intentions de vote pour le FSLN passent de 42,8% à 47,7%, alors que l'UNO passe de 19,3% à 14,5%. Ce sont sans doute 500 représentants de l'ONU, appartenant à l'ONUEN (Organisation des Nations Unies pour la Vérification Electorale au Nicaragua), et de l'OEA qui observeront les élections de février comme l'a demandé le gouvernement nicaraguayen. Ils espèrent pouvoir couvrir au moins 60 % des bureaux de vote. Un grand nombre d'entre eux est dans le pays depuis le mois d'août et a pu vérifier le processus d'inscription sur les listes ainsi que le déroulement de la campagne électorale. D'autres organisations privées, les internationales politiques comme l'Internationale socialiste et des institutions spécialisées enverront aussi leurs observateurs, également invités par le gouvernement.

ANN-Interne

Chères lectrices, chers lecteurs,

Un article de journal m'a mis à nouveau hors de moi tout récemment. Cette fois-ci, c'était le Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ) - grand quotidien allemand ayant pour homologue Le Figaro - qui faisait valoir des conclusions tirées d'une information en tant que fait établi. A savoir que plusieurs responsables sandinistes disposeraient "eux aussi" de comptes en banques bien garnis en Suisse.

Un journaliste sérieux, qui ne veut pas se voir accusé de divulguer une information mensongère, ne saurait omettre la source. Celle-ci faisant défaut, les lecteurs du FAZ tiennent à présent de pures suppositions pour une information. Il y a tout lieu de croire que la CIA ou un service de presse de l'ambassade étasunienne font circuler de tels bruits.

Comment ne pas ressentir de la colère face à de telles manigances, qui n'ont plus à voir avec l'information, mais avec la propagande. Le but déclaré est clair: un mois avant les élections nicaraguayennes, on torpille la position des Sandinistes en sapant leur crédibilité. L'argument mis en avant par les USA consiste à "tirer des enseignements des élections au Panama". Mais là n'est pas la question que je souhaite aborder aujourd'hui. Mon propos concerne l'information sur le Nicaragua.

Personne ne contestera que les médias des pays occidentaux offrent une information incomplète, tendancieuse et incorrecte. Je n'en conclus pas pour autant qu'il s'agit d'emblée d'une désinformation *délibérée*. Toujours est-il qu'il ne suffit pas, en tant que lecteur, d'exiger une information objective et correcte. Le fond du problème se situe ailleurs: **la voix du tiers monde est faible**, et dans les pays industrialisés, ou on ne la perçoit pas, ou on ne la prend pas au sérieux. Même les forces les plus progressistes ne lui apportent pas toujours leur soutien.

Le droit que réclament les pays du tiers monde de vouloir eux-mêmes informer sur les événements dont ils sont acteurs et témoins directs est devenu un enjeu politique. Dans les années 80, les pays du tiers monde ont fait front commun pour critiquer le flux d'information unilatéral du Nord vers le Sud et pour dénoncer la situation de cartel entre les grandes agences de presse. Appuyés par l'UNESCO, ces pays prônent un Nouvel Ordre International de l'Information et de la Communication. Revendication explosive, s'il en est, qui a déclenché un lever de boucliers dans le camp des pays industrialisés.

Ceux-ci se sont élevés contre "la position politique partielle et la politisation" de l'UNESCO et on défendu "la libre circulation des informations". En guise d'ultimatum, les

USA et la Grande-Bretagne ont suspendu leurs cotisations à l'organisme international.

La situation à petite échelle n'est pas différente de celle à grande échelle. Ainsi le cas de l'agence de presse nicaraguayenne ANN, qui reçoit nni l'estime qu'elle mérite ni le soutien dont elle a besoin. Et je ne comprends pas que le mouvement de solidarité reconnaisse si peu le droit et la nécessité d'une voix propre pour le tiers monde. A dire vrai, cet état de fait m'indigne plus encore qu'un "article mensonger" dans un quotidien de droite. Ne serait-il pas temps de joindre l'acte à la parole?

Une agence de presse comme l'ANN représente un projet de développement au même titre que l'approvisionnement en eau potable, qu'une construction d'école ou qu'un travail de conseiller auprès des paysans. La différence majeure réside en ce qu'une voix plus forte lie de façon directe des hommes et des femmes de cultures différentes et doit réussir (espérons-le!) à long terme à infléchir les rapports Nord-Sud. Je me permets de poser la question: pourquoi le droit à "l'autoexpression" serait-il moins vital que l'eau potable?

S'indigner contre les manipulations, les mensonges, la désinformation est une chose. Renforcer la voix du tiers monde en est une autre.

Contrairement à d'autres agences de presse nationales comme la DPA (agence de presse ouest-allemande) et la SDA (agence de dépêche suisse), l'agence de presse nicaraguayenne ne reçoit pas de subventions d'Etat. Et elle est aussi peu étatique que la DPA ou la SDA. Dans ces conditions, seule une avancée qualitative sous forme de **soutien massif** peut garantir à moyen et long terme l'existence d'un tel projet de développement.

Bienvenue aux dons, certes précieux! Mais il est bien plus essentiel que tous les éléments du mouvement de solidarité, comités, associations, initiatives, valorisent les prestations de l'ANN en utilisant et en les payant au prix réel, en sachant qu'un tiers des tarifs va au Nicaragua.

L'ambition de l'ANN? Que chaque groupe de solidarité s'engage à prendre au minimum deux abonnements, l'un au nom du comité (sfr. 250 / FF 700), l'autre au nom d'un particulier (sfr. 135 / FF 450). C'est le seul moyen de maintenir en vie ce projet et de contribuer à ce que les choses changent à long terme. L'information: un terrain où la solidarité doit s'engager!

U. Werner Winterberger

IMPRESSUM L'agence de presse du Nicaragua, ANN *Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 505-2-2'44'69 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: ANN *Agencia Nueva Nicaragua* (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

